

Un petit monde d'autrefois et de demain.

Numéro d'inventaire : 1979.34307

Auteur(s) : Olivier Billaz

Type de document : article

Éditeur : L'Opinion

Date de création : 1908 (restituée)

Description : 2 feuilles. Déchirures sur les bords, surtout en haut.

Mesures : hauteur : 320 mm ; largeur : 212 mm

Mots-clés : Etudes, statistiques, enquêtes relatives au système éducatif

Filière : Lycée et collège classique et moderne

Niveau : Post-élémentaire

Autres descriptions : Langue : Français

Nombre de pages : 3

Ces manifestations symbolisent, d'une façon heureuse, l'intérêt que présenterait pour la France la régénération de la Turquie, par une bourgeoisie libérale. Un gouvernement ottoman réorganisé, intègre et puissant constituerait une garantie nouvelle pour nos placements financiers, et surtout une barrière précieuse, aussi bien contre des morcellements éventuels que contre les invasions économiques, rêvées par les pangermanistes. La Porte cesserait d'être le trait d'union entre l'Autriche alliée et l'Asie-Mineure germanisée. Elle constituerait, au contraire, un obstacle insurmontable dans cette marche conquérante vers la péninsule balkanique et le continent asiatique.

Mais cette transformation de la Turquie, si elle se réalise, ne sera point l'œuvre de quelques mois. La conversion du Sultan a un caractère tout spécial, qui rend les méfiances légitimes et les difficultés probables. Il va s'efforcer, par des avantages matériels et moraux, de retirer aux Jeunes-Turcs l'appui de l'armée. Et le *Sabah* du 24 juillet, qui mentionne en vingt lignes le rétablissement de la constitution, contient une liste de promotions, pour les officiers des 2^e et 3^e corps, qui remplissent quatre colonnes. La mise en liberté des prisonniers politiques n'a été accordée que sous la pression des menaces populaires. Ces deux faits sont significatifs. Abdul-Hamid est bien résolu à tenter, par tous les moyens possibles, d'enrayer le mouvement constitutionnel. Il serait donc prématuré d'en escompter les répercussions mondiales.

Néanmoins, ce fait seul, que pour apaiser les émeutiers et aussi préparer sa résistance, il ait été obligé de confier les pouvoirs ministériels à Said Pacha, qui fut un des inspirateurs du coup d'Etat de 1877 contre Midhat Pacha, a une indéniable importance diplomatique. Rutchuk Said, un infatigable vieillard, un Levantin madré, qui remonte pour la huitième fois au pouvoir, est un anglophile connu. N'a-t-il pas eu, il y a quelques années, l'occasion de profiter du droit d'asile de l'ambassade britannique? Il remplace, comme grand-vizir, un germanophile notoire. Férid Pacha s'était signalé, jadis, à l'attention de l'ambassadeur d'Allemagne, M. de Marschall, par les services qu'il avait rendus à la Compagnie des chemins de fer d'Anatolie. L'éminent diplomate avait désigné cet Albanais, intelligent et cultivé, au choix d'Abdul-Hamid, en 1902. Et le grand-vizir, pour témoigner sa gratitude, avait, au point de vue du protectorat des sujets turcs en Chine et du chemin de fer de Bagdad, donné satisfaction aux intérêts allemands. La veille de sa chute, il venait de recevoir le grand cordon de l'Aigle Rouge.

La retraite, brusque et imprévue, de Férid Pacha ne saurait constituer pour la diplomatie allemande ni une victoire ni un avantage.

Espérons que ces événements n'accroîtront ni l'aigreur des politiques, ni le nervosisme de la presse d'outre-Rhin.

L'opinion britannique commence à se préoccuper. Le nombre des espions allemands l'inquiète. A la Chambre des Lords et aux Communes, lord Cromer et Austin Chamberlain ont émis l'hypothèse qu'un conflit européen était probable. Le Cabinet vient d'ajourner les réductions d'effectifs, dans l'armée active. Et le jour même où, à Reval, le président Fallières et le Czar affirmaient la solidité de l'alliance franco-russe, sir Edward Grey renouvelait à la tribune le pacte de l'Entente Cordiale.

Quoi qu'en pensent, de l'autre côté du Rhin, les partisans de l'offensive, la France n'est plus, tant au point de vue diplomatique que militaire, dans la même situation qu'il y a trent-huit ans — en juillet 1870.

J. B.

UN PETIT MONDE D'AUTREFOIS ET DE DEMAIN

M. Doumergue, ministre de l'Instruction publique, a demandé aux Chambres une loi nouvelle sur l'avancement des fonctionnaires de l'enseignement secondaire.

Si leur situation en devient meilleure, ces messieurs n'auront pas à s'en plaindre. Et le public y gagnera plus qu'il ne croit. Malheureusement, il se désintéresse, à tort, de cette question.

Sans doute, en 1899, une enquête approfondie, magistralement dirigée par M. le député Ribot, avait remué tous les problèmes, infiniment complexes, qui se rattachent à cet enseignement. Mais qui a lu les dépositions provoquées par cette enquête? Elles sont pourtant bien instructives (1).

A les connaître, le public comprendrait que la réforme de 1902, qui a bouleversé nos lycées et nos collèges et qui, du reste, lui est demeurée inintelligible, n'a point guéri les maux dont ils souffraient, dont ils souffrent encore.

En tout cas, elle n'a satisfait personne et il suffit de parcourir le très beau rapport de M. le député Steeg sur le budget de l'Instruction publique, ou de lire la *Revue universitaire*, l'*Enseignement secondaire*, le *Bulletin de la Société des Amis de l'Éducation moderne* (2) et surtout le *Bulletin de la Fédération nationale des Professeurs de Lycées* (3) pour se rendre compte qu'un sourd mécontentement travaille ce petit monde de 8.000 professeurs ou chargés de cours, dont on pourrait dire qu'il est un petit monde d'autrefois, destiné à périr écrasé entre l'enseignement supérieur et l'enseignement primaire, s'il n'aspire lui-même à se renouveler, à vivre de la vie présente, et à se transformer en un petit monde très vivant et très énergique de demain. C'est précisément de ces tiraillements entre le passé qui se raccroche à la vie et l'avenir qui la veut toute, qu'est fait le mécontentement de nos professeurs.

Ce n'est pas que ces messieurs soient moins scrupuleux à remplir tous leurs devoirs. Ils n'ont pas cessé de mériter le haut témoignage d'estime que leur a rendu M. Gréard devant la Commission d'enquête: « Notre personnel d'enseignement secondaire n'a pas toujours été placé dans l'opinion, en ces derniers temps, au rang où il doit être. Il n'en est pas à qui, depuis trente ans, on ait demandé plus, ni qui ait donné davantage... L'enseignement primaire est l'objet de la faveur publique... L'enseignement supérieur a l'éclat des cours, les satisfactions de l'action exercée sur l'élite de la jeunesse, les pures et incomparables jouissances du travail personnel. L'enseignement secondaire est confiné dans un labeur presque quotidien, pénible, souvent ingrat. Et que de savoir, que de dévouement, que de distinction intellectuelle et morale il y apporte! (4) »

Mais il y apporte peut-être de moins en moins la

(1) *Enquête sur l'Enseignement secondaire*. Imprimerie de la Chambre des députés. Paris, 1899.

(2) Si nous sommes bien informés, cette Société, que préside M. Brunot, professeur à la Sorbonne, est à la veille de recommencer sa campagne pour la prédominance de la culture moderne sur la culture classique. Elle a obtenu, grâce à la réforme de 1902, l'égalité qu'elle réclamait. Cela ne lui suffit plus.

(3) Chez Delattre, à Douai.

(4) *Enquête*, 1^{er} volume, page 14.

1908

